

Entreprises de désamiantage: procédure de reconnaissance et de retrait de la reconnaissance par la Suva

En vertu de l'article 60b de l'ordonnance sur les travaux de construction (OTConst), il incombe à la Suva de reconnaître les entreprises de désamiantage ou de leur retirer cette reconnaissance à la suite d'une décision si elles ne remplissent plus les conditions nécessaires. La marche à suivre est définie en détail dans deux procédures distinctes.

Art. 60b OTConst Entreprises de désamiantage reconnues

1. Les travaux qui libèrent une quantité importante de fibres d'amiante dans l'air ne peuvent être exécutés que par des entreprises de désamiantage reconnues.
2. La Suva reconnaît les entreprises de désamiantage:
 - a. qui emploient des spécialistes en désamiantage conformément à l'art. 60c et qui garantissent qu'un tel spécialiste est présent et surveille les travaux durant l'assainissement;
 - b. qui emploient des travailleurs formés spécialement à cet effet conformément à l'art. 8, al. 1, OPA et qui ont été annoncés à la Suva conformément au tit. 4 de l'OPA (prévention dans le domaine de la médecine du travail);
 - c. qui disposent des équipements de travail requis et d'un plan de maintenance correspondant;
 - d. qui garantissent qu'elles observent le droit applicable, notamment les dispositions de la présente ordonnance.
3. Si les présentes conditions ne sont plus remplies, la Suva peut retirer la reconnaissance.

Procédure de reconnaissance

Exigences de base auxquelles doivent satisfaire les entreprises souhaitant être reconnues en tant qu'entreprises de désamiantage:

Les entreprises de désamiantage au sens de l'art. 60b OTConst doivent disposer elles-mêmes des travailleurs nécessaires pour une mission de désamiantage. Une entreprise de désamiantage reconnue doit être par conséquent en mesure de prouver en tout temps qu'elle:

- paie une masse salariale annuelle de plus de CHF 150 000.-;
- dispose d'au moins trois salariés à plein temps occupés dans l'entreprise;
- dispose d'au moins un collaborateur salarié satisfaisant aux exigences requises pour les spécialistes en désamiantage selon l'art. 60c OTConst.

La procédure de reconnaissance des entreprises de désamiantage est décrite ci-après.

- L'entreprise qui souhaite être reconnue fait l'objet d'un audit de son concept de sécurité systémique.
- Si le résultat de l'audit du concept de sécurité systémique est positif, la société se voit délivrer une reconnaissance provisoire, valable 18 mois, afin qu'elle puisse

réaliser trois chantiers de désamiantage soumis à déclaration et suivis par la Suva.

- Si ces chantiers de désamiantage sont réalisés dans les règles de l'art conformément à la directive CFST 6503 et sans manquement significatif (pas d'infractions graves aux prescriptions déterminantes, signalées en rouge sur le document «contrôle de chantier de désamiantage» (www.suva.ch/contrôle-chantier-de-desamiantage)) l'entreprise est reconnue officiellement comme entreprise de désamiantage.
- Si un ou des manquements significatifs ou si trois assainissements n'ont pas été réalisés à satisfaction avant le délai d'expiration de la reconnaissance provisoire cette dernière devient respectivement caduque ou expire. L'entreprise devra alors attendre une année avant de déposer une nouvelle demande réévaluation.

Procédure de retrait de la reconnaissance

Si une entreprise de désamiantage reconnue ne répond plus aux exigences, la Suva peut lui retirer sa reconnaissance selon la procédure suivante:

- Il s'agit d'une procédure en plusieurs étapes. Toutes les entreprises commencent au niveau N0 (aucune procédure engagée).
- Si lors d'un contrôle, la Suva constate un ou plusieurs graves manquements, elle engage la procédure de retrait de la reconnaissance, et place l'entreprise au niveau N1.
- Si un ou plusieurs manquements graves sont constatés ultérieurement, la Suva considère le temps écoulé depuis le dernier changement de niveau inhérent à la procédure de retrait (voir tableau ci-après).

Etat de la procédure		
avant contrôle		après contrôle avec manquement significatif
Aucune procédure engagée = niveau N0		N1
N1	> 3 ans < 3 ans	N1 N2
N2	> 5 ans 3-5 ans < 3 ans	N1 N2 N3
N3	> 5 ans 1-5 ans < 1 ans	N2 N3 Retrait de la reconnaissance

N = niveau

- Les manquements significatifs au sens précité figurent en rouge dans le document «Contrôle chantier de désamiantage» (voir document annexé). Dans la procédure de retrait de la reconnaissance, seuls sont pris en compte les risques se rapportant à l'amiante.

- Le retrait de la reconnaissance vaut pour au moins une année à compter de la décision.
- Trois mois avant l'expiration du délai, la société concernée peut à nouveau demander d'être reconnue comme entreprise de désamiantage.
- Dans un premier temps, la Suva procède à un audit. Si celui-ci se déroule de manière satisfaisante ou si les manquements mineurs éventuellement constatés sont corrigés dans les trois mois précédant l'expiration du délai, la société est à nouveau reconnue comme entreprise de désamiantage pour une durée de six mois.
- Conformément au chapitre 7 de la directive CFST 6503 («Mesures spéciales pour l'élimination d'amiante faiblement aggloméré»), les trois désamiantages suivants seront suivis par la Suva. Si les travaux de désamiantage sont réalisés dans les règles de l'art, et sans manquement significatif, la société est à nouveau reconnue officiellement comme entreprise de désamiantage.
- La société revient au niveau 0 de la procédure de retrait de la reconnaissance.

Retrait de la reconnaissance en cas de non-respect des exigences de base

Les entreprises doivent pouvoir prouver en tout temps qu'elles respectent les exigences de base indiquées au paragraphe «Procédure de reconnaissance». Si la Suva constate que les exigences de base ne sont plus respectées, l'entreprise se voit impartir un délai de six mois pour corriger les manquements. Si, au terme du délai imparti, l'entreprise ne remplit toujours pas les exigences de base, la reconnaissance en tant qu'entreprise de désamiantage lui est directement retirée.

Procédure d'exécution en matière de sécurité au travail selon la loi sur l'assurance-accidents

La «procédure d'exécution en matière de sécurité au travail» décrite dans le manuel publié à cet effet par la CFST (réf. 6030) s'applique parallèlement à la procédure de retrait de la reconnaissance, comme sur tous les autres chantiers.